



ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS



6° année / N°298

du 29 novembre au 5 décembre 1988

POLITIQUE

L'URNG accuse le gouvernement du massacre
Le gouvernement doit éclaircir le massacre des 22 paysans
Les veuves des paysans massacrés demandent la protection internationale
L'armée refuse de négocier la libération d'un soldat
JUDE : 1988 a été tragique pour la liberté d'expression
Sommet présidentiel en Janvier.

INSURRECTION

Plus de 2300 pertes pour l'armée en 1988

SITUATION SOCIALE

Le Guatemala a le plus fort taux de mortalité infantile d'Amérique centrale

DROITS DE L'HOMME

Le GAM dénonce les menaces et les intimidations
La violence cause 12 victimes en une semaine

4° P. 123-15

POLITIQUE

L'URNG ACCUSE LE GOUVERNEMENT DU MASSACRE

L'URNG a accusé le 28 novembre le gouvernement de porter la responsabilité du massacre de 22 paysans dans le village de Aguacate, San Andres Itzapa, dans le département du Chimaltenango (centre du pays).

L'URNG demande qu'une enquête, à laquelle des organisations humanitaires internationales participeraient, soit menée, afin d'établir "la responsabilité de l'armée et du gouvernement dans la tuerie."

Selon l'insurrection, ce massacre fait partie d'un plan de répression de l'armée et du gouvernement, visant à en faire porter la responsabilité à la guérilla ; ce qui permettra au gouvernement de se présenter en défenseur des droits de l'homme à la prochaine réunion des Nations unies en février, alors que des entités humanitaires internationales ont dénoncé les violations commises par les forces de sécurité du gouvernement.

LE GOUVERNEMENT DOIT ECLAIRCIR LE MASSACRE DES 22 PAYSANS

Le 29 novembre, des secteurs politiques, syndicaux, paysans, religieux et humanitaires ont exigé du gouvernement du président Cerezo des éclaircissements sur le massacre des 22 paysans, la version officielle ne les ayant pas "convaincus".

Selon le Père Andres Giron, dirigeant du mouvement paysan, "il est douteux que la guérilla tue des paysans et encore moins évident qu'elle ne les torture" ; L'archevêque de la capitale, Monseigneur Prospero Penados del Barrio a exigé du gouvernement démocrate-chrétien qu'une enquête approfondie soit menée.

Le député Raul Sanchoval Portillo s'étonne de ce que "13 guérilleros puissent creuser des tombes pour enterrer leurs victimes tout en affrontant quelques mille soldats de l'armée appuyés par l'artillerie et l'aviation".

Le Groupe d'appui mutuel, le Comité de l'unité paysanne, la Confédération de l'unité syndicale du Guatemala, les enseignants et l'Association des étudiants condamnent le massacre et mettent en doute "la version officielle tendancieuse".

LES VEUVES DES PAYSANS MASSACRES DEMANDENT LA PROTECTION INTERNATIONALE

Les veuves des paysans tués dans le département du Chimaltenango ont demandé le 2 décembre la protection du corps diplomatique en poste au Guatemala ; par ailleurs la presse locale a fait savoir qu'une famille avait été massacrée dans le département de Santa Rosa.

L'armée a annoncé la création d'un nouveau village modèle El Aguacate II à l'emplacement de l'assassinat des 22 paysans ; la sécurité y sera assurée par l'insurrection armée, a déclaré le commandant de la base militaire du Chimaltenango, le colonel José Quilo Ayuso.

L' ARMEE REFUSE DE NEGOCIER LA LIBERATION D'UN SOLDAT

Le 4 décembre, le ministre de la Défense, le général Hector Gramajo, a rejeté la proposition de l'Unité nationale révolutionnaire guatémaltèque de négocier la libération du soldat Carlos Perez Lopez, capturé lors d'un combat avec la guérilla. L'URNG a fait appel à la Croix rouge internationale pour étudier les conditions possibles de la libération du prisonnier.

Le ministre a pour sa part annoncé la liquidation de la guérilla dans un délai de 3 à 5 ans ; un an auparavant, il s'était donné six mois pour "anéantir totalement la subversion".

Monseigneur Quezada Toruno, président de la Commission nationale de réconciliation, s'est proposé comme interlocuteur de la Croix rouge pour négocier la libération du prisonnier militaire, en vertu des accords internationaux de Genève sur la guerre.

JUDE : 1988 A ETE TRAGIQUE POUR LA LIBERTE D'EXPRESSION

Le 30 novembre, journée de la presse, l'organisation des avocats Justice et Droit a déclaré que l'année 1988 resterait dans l'histoire comme l'une des plus tragiques du point de vue de la liberté d'expression et du droit à l'information. Ces deux aspects essentiels d'un système démocratique ont été violés par le gouvernement du président Vinicio Cerezo, qui a fermé les journaux télévisés Aqui el Mundo et Siete Dias, ainsi que les hebdomadaires El Pais et la Epoca ; les agences de presse Prensa latina, cubaine, et TASS, soviétique, ont également été interdites.

SOMMET PRESIDENTIEL EN JANVIER

Le 30 novembre, les ministres des Relations extérieures des pays concernés ont fait savoir que le sommet des présidents centraméricains aurait lieu les 15 et 16 janvier dans la capitale du Salvador. Les ministres, réunis à Mexico, ont publié un document dans lequel ils sollicitent l'intervention du secrétaire général de l'Organisation des nations unies, Javier Perez de Cuellar pour former un groupe de vérification des accords d'Esquipulas II.

INSURRECTION

PLUS DE 2300 PERTES POUR L'ARMEE EN 1988

Le 2 décembre, la station de radio Voz popular a fait savoir que l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque avait infligé 40 pertes à l'armée au cours de la dernière semaine. Au total, l'armée a perdu 2300 hommes depuis le début de l'année sur la moitié du territoire national, zone d'opération de l'URNG.

SITUATION SOCIALE

LE GUATEMALA A LE PLUS FORT TAUX DE MORTALITE INFANTILE D'AMERIQUE CENTRALE

Un rapport de l'UNICEF divulgué le 2 décembre dans la capitale guatémaltèque indique que, sur le million d'enfants naissant chaque année en Amérique centrale, cent mille décèdent et autant sont atteints d'infirmité. 37860 enfants de moins de 5 ans décèdent chaque année au Guatemala, 18820 au Honduras, 14840 au Salvador, 14270 au Nicaragua et 1647 au Costa Rica. Ces chiffres reflètent le peu d'importance accordée par les gouvernements aux questions sanitaires ; le Guatemala, par exemple, ne consacre que 8,6% de son budget national à ce poste, déclare l'UNICEF.

DROITS DE L'HOMME

LE GAM DENONCE LES MENACES ET LES INTIMIDATIONS

Le 4 décembre, le Groupe d'appui mutuel aux proches des disparus a dénoncé les menaces et intimidations dont sont victimes les proches d'un de ses membres récemment assassiné, Eleodoro Ordon Camey.

Selon le GAM, l'épouse de Ordon Camey est interdite de séjour par l'armée dans sa municipalité d'origine, qu'elle avait quittée à la suite de l'enlèvement et de l'assassinat d'un membre de sa famille en 1985.

Le GAM exige du gouvernement du président Cerezo l'ouverture d'une enquête sur l'assassinat de Ordon Camey et demande au ministre de la Défense de faire respecter la vie et la liberté de mouvement de la famille de la victime.

LA VIOLENCE CAUSE 12 VICTIMES EN UNE SEMAINE

Selon la presse du 5 décembre, 10 assassinats et 2 enlèvements ont été enregistrés au cours de la semaine.

Parmi les victimes, Florentin Cifuentes Alvarado, 65 ans, a été enlevé par trois individus masqués sous les yeux de sa famille.